



**RAPPORT ANNUEL**

**2011**  
.....  
**2012**

# TABLE DES MATIÈRES

<b>PRÉSENTATION DU RSSMO</b> .....	<b>3</b>
<b>MOTS DE LA PRÉSIDENTE ET DE LA DIRECTRICE GÉNÉRALE</b> .....	<b>4</b>
<b>CONSEIL D'ADMINISTRATION 2011-2012</b> .....	<b>5</b>
<b>COMITÉS INTERNES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION</b> .....	<b>6</b>
<b>DOSSIERS RSSMO</b> .....	<b>7</b>
PROJET D'INTERVENTION SPÉCIALISÉE .....	7
INDEXATION .....	8
PROJET DE LOI 21 .....	9
ÉLECTIONS PROVINCIALES .....	9
<b>REPRÉSENTATIONS 2011-2012</b> .....	<b>10</b>
MISE EN CONTEXTE .....	10
FORUM NATIONAL .....	10
COCDMO .....	11
COMITÉ INTER-ASSOCIATIONS .....	12
<b>PRÉSENCE DES MEMBRES SUR LES COMITÉS ET INSTANCES DE CONCERTATION</b> .....	<b>13</b>
COMITÉS NATIONAUX .....	13
COMITÉS RÉGIONAUX .....	14
BILAN DES COMITÉS CONSULTATIFS .....	15
<b>VIE ASSOCIATIVE</b> .....	<b>19</b>
DÉMÉNAGEMENT DES LOCAUX DU RSSMO .....	19
SITE WEB .....	19
BASE DE DONNÉES FILEMAKER .....	20
NOUVEAU LOGO .....	20
CONSULTATION DES MEMBRES .....	20
QUELQUES RÉALISATIONS DES MEMBRES .....	21
<b>ORIENTATIONS POUR L'ANNÉE 2012-2013</b> .....	<b>23</b>
<b>LES MEMBRES DU RSSMO</b> .....	<b>24</b>
<b>ÉQUIPE DU RSSMO</b> .....	<b>26</b>

# PRÉSENTATION DU RSSMO

Le Réseau des services spécialisés de main d'œuvre regroupe 48 organismes à but non lucratif œuvrant au développement de l'employabilité des clientèles en difficulté d'insertion sociale ou professionnelle. Cette association provinciale cherche à promouvoir l'expertise des organismes membres en effectuant des représentations auprès des instances publiques et des instances de concertation du secteur.

De plus, elle promeut un financement et une autonomie de gestion adéquats pour ses membres, afin que ceux-ci assurent aux clientèles ciblées l'accessibilité à des services spécialisés de main-d'œuvre de qualité.

Dès ses débuts, le réseau a travaillé à développer des outils garantissant la qualité des services promulgués. Si notre code d'éthique énonce les pratiques et conduites exemplaires et respectueuses envers nos clientèles, les critères d'accreditation et les normes de qualité, pour leur part, établissent les conditions structurantes et optimales à une offre de services spécialisés de main d'œuvre.

## MISSION

Contribuer au développement et à la reconnaissance de l'expertise de nos membres.

## NOS VALEURS

- Professionnalisme, expertise
- Leadership
- Transparence, intégrité
- Respect

Une approche spécialisée pour faire émerger tout le potentiel d'une main d'œuvre méconnue :

- 25 000 personnes bénéficient de l'intervention des membres du RSSMO chaque année;
- 11 000 intègrent un emploi;
- 5 000 retournent aux études;
- 73 % de taux global de réussite de placement dans un emploi durable.

## MOTS



### MARIE-JOSÉE DUBOIS

Au cours de la dernière année, j'ai eu l'immense plaisir de travailler avec Karine Genest, la nouvelle directrice générale du RSSMO. Elle nous partage depuis novembre 2011 sa grande expertise du milieu associatif et de la concertation, et ce, avec dynamisme et rigueur. Ses habiletés pour la communication et les relations publiques sont des atouts précieux pour le RSSMO. Merci Karine!



### KARINE GENEST

C'est avec beaucoup d'enthousiasme que je me suis lancée dans cette aventure au sein du RSSMO. Dès mon arrivée l'automne dernier, j'ai constaté la riche expérience des membres et leur grande implication. Cet esprit de collégialité qui anime le RSSMO est un atout majeur qui témoigne de sa bonne santé. Je suis prête à entreprendre la suite avec vous!

## MOT DE LA PRÉSIDENTE ET DE LA DIRECTRICE GÉNÉRALE

Vous l'avez senti, le RSSMO est à un moment charnière de son existence. Ce n'est pas le fruit du hasard : la valeur de notre association est le résultat du travail acharné de tous, et il y a de quoi être fier! Tous les acteurs du milieu savent que le RSSMO est synonyme de l'engagement de ses membres, tant sur le terrain avec la clientèle que lors de ses multiples représentations externes.

Notre association tire sa force de votre implication et de votre professionnalisme, deux qualités inestimables dont tous sont témoins à chaque geste que vous posez. Une démarche de qualité s'est ainsi construite au fil des ans, et des outils tels les critères d'accréditation, le code d'éthique, les normes de qualité et plus récemment le guide pédagogique s'inscrivent dans cette optique.

Le Projet d'intervention spécialisée est, depuis sa création, un pilier fort de notre Réseau. Dans la prochaine année, notre travail sera axé sur la mise en valeur de cette expertise commune, pour faire d'elle la référence pour notre clientèle et nos partenaires. C'est un pas de plus vers l'excellence : le sceau de qualité pour des services optimaux.

Nous partageons avec vous cette fierté de faire partie de la grande famille du RSSMO, et nous vous remercions de répondre présent à chaque occasion.

## CONSEIL D'ADMINISTRATION 2011-2012



De gauche à droite :  
Anne-Marie Lapointe,  
Jeannine Rouja,  
Francine Grégoire,  
Daniel Gauthier,  
Sonia Leblanc,  
Daniel Bellemare,  
Sylvie Baillargeon,  
Guy Biron  
et Marie-Josée Dubois

Marie-Josée Dubois  
*Présidente*

Daniel Bellemare  
*Vice-président*

Francine Grégoire  
*Trésorière*

Anne-Marie Lapointe  
*Secrétaire*

Guy Biron  
*Administrateur*

Sylvie Baillargeon  
*Administratrice*

Jeannine Rouja  
*Administratrice*

Daniel Gauthier  
*Administrateur*

Sonia Leblanc  
*Administratrice*

Karine Genest  
*Directrice générale*

# COMITÉS INTERNES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

## COMITÉ STRATÉGIQUE

Marie-Josée Dubois,  
Daniel Bellemare,  
Daniel Gauthier,  
Guy Biron  
et Karine Genest

Mandat: En concordance avec la planification stratégique et dans l'objectif d'accroître notre pouvoir d'influence, le comité stratégique travaille à identifier les enjeux, développer des stratégies, s'assurer d'avoir un discours commun et des actions concertées pour que les préoccupations des membres restent au centre de nos actions.

Bilan: Cette année le comité stratégique a essentiellement travaillé à développer la visibilité et la reconnaissance des membres du RSSMO via le développement d'une identité collective et d'une image de marque.

## COMITÉ ACCREDITATION

Daniel Gauthier,  
François Lamonde,  
Michel Monette,  
Marco St-Pierre,  
Roger Rhéaume  
et Karine Genest

Mandat: Étudier les demandes d'accréditation ou de renouvellement des membres du RSSMO et faire des recommandations au Conseil d'administration. De plus, ce comité a comme mandat pour 2012-2013 de piloter les travaux d'actualisation du processus et des normes d'accréditation en y incluant notamment les normes de qualité.

Bilan: Cette année, le comité accréditation a entamé une actualisation des critères d'accréditation de façon à ce qu'ils soient conformes aux critères de qualité développés précédemment dans le cadre du Projet d'intervention spécialisée.

## COMITÉ INTERVENTION SPÉCIALISÉE

Michel Monette,  
Francine Grégoire,  
Jeannine Rouja  
et Karine Genest

Mandat: Planifier, organiser et assurer le suivi du Projet d'intervention spécialisée.

Bilan: La phase 3 du Projet d'intervention spécialisée a débuté cette année. Le comité a travaillé, entre autres, à assurer un suivi au développement du guide pédagogique et des ateliers de formation offerts aux intervenants dans le cadre du colloque et en février 2013.

## COMITÉ COLLOQUE

Sylvie Baillargeon,  
Sonia Leblanc,  
Fabienne Pouget  
et Karine Genest

Mandat: Veiller à la planification et à l'organisation du colloque et de l'assemblée générale annuelle des membres du RSSMO

Bilan: Le 13<sup>e</sup> colloque du RSSMO a eu lieu à l'Hôtel Pur, à Québec. Sous le thème «Qualité RSSMO: Engagement et expertise», une formation offerte par M<sup>me</sup> Carole Couturier, dans le cadre du Projet d'intervention spécialisée, a été donnée aux intervenants ainsi que la conférence «Construire une identité forte», par M. Didier Reinach, a été donnée aux gestionnaires.

## COMITÉ COMMUNICATIONS

Anne-Marie Lapointe,  
Karine Genest  
Équipe RSSMO

Mandat: Tel que stipulé dans l'orientation 4 de la planification stratégique, le comité des communications devra recommander au C.A. des stratégies et des solutions de mise en œuvre pour augmenter l'efficacité des communications internes et externes.

Bilan: Nous avons procédé à l'actualisation de plusieurs outils de communications, tels que le site internet, la base de données File Maker et le logo. De plus, un rapport de stage faisant état des communications du RSSMO a été déposé par Maxime Bronquard-Pharand et, en juillet, nous avons embauché Julie Kurtness comme agente de communication.

# DOSSIERS RSSMO

## PROJET D'INTERVENTION SPÉCIALISÉE

### Contexte

Il y a quelques années, le RSSMO a effectué une démarche de positionnement stratégique dans le but d'identifier ce qui constituait l'élément rassembleur chez les membres. Si le RSSMO est riche en approches et en clientèles desservies, un élément est commun : la spécialisation des services. Dans cette optique, le terme « spécialisé », dans l'acronyme RSSMO, devient central, car il est porteur de sens pour tous les membres. L'objectif à terme est de se faire reconnaître en tant que partenaire privilégié d'Emploi-Québec en tant qu'organismes spécialisés, détenant une accréditation, gage de qualité. Bref, le Projet d'intervention spécialisée constitue une suite logique à tout ce que le RSSMO a entrepris jusqu'à maintenant, notamment l'élaboration de critères d'accréditation pour les membres désirant faire partie du réseau, et plus récemment les normes de qualité.

Voici brièvement une revue des étapes de ce projet.

### Phases 1 et 2 : développement des normes de qualité

Au terme des deux premières phases, nous avons produit le document *Normes de qualité, ressources spécialisées en main d'œuvre*, document qui pose les bases de l'intervention spécialisée telles que les membres du RSSMO les conçoivent. L'objectif était de définir les concepts qui font de nos pratiques des interventions de qualité qui reflètent notre expertise. Ce travail de documentation a été rendu possible grâce à dix-huit organismes membres du RSSMO, qui, par leur lieu géographique, leur taille et de leur clientèle, étaient représentatifs de la réalité de tous les membres.

### Phase 3 du Projet d'intervention spécialisée : développement d'outils pédagogiques d'intervention spécialisée

Cette année, le RSSMO a amorcé la phase 3 de son Projet d'intervention spécialisée, qui consiste en l'élaboration d'outils pédagogiques d'intervention spécialisée. L'objectif de cette phase est d'asseoir les standards de qualité développés par le RSSMO et d'en faire un outil de référence pour l'ensemble des membres du réseau. Ainsi, un guide pédagogique, à l'attention de tous les membres du RSSMO, est en cours de réalisation.

Cette troisième phase implique notamment :

1. l'élaboration d'un cahier pédagogique;
2. la tenue de sessions de formation visant le déploiement d'agents multiplicateurs dans chaque organisme, afin d'appuyer et, dans certains cas, d'optimiser l'application des standards de qualité proposés par le RSSMO;
3. la tenue d'ateliers de travail visant l'échange et la mise en commun des méthodes d'intervention spécialisées utilisées par nos membres.

Deux séances de formation et de codéveloppement avec les intervenants sont prévues à cet effet. La première se déroulera dans le cadre du colloque à Québec alors que la seconde sera donnée à Montréal en février 2013. L'objectif de ces formations est de partager et de bonifier les outils d'intervention développés avec les intervenants participants. Nous désirons, à terme, créer des agents multiplicateurs qui transmettront ces nouveaux outils aux autres intervenants.

## INDEXATION

Obtention d'une indexation de 2%

Au cours de la période de négociations budgétaires pour l'année 2012-2013, un travail de concertation avec les autres réseaux a été fait dans le but de rehausser les ententes de 4,7%. Le montant de cette indexation est basé sur l'indice des prix à la consommation (IPC), qui a augmenté de 2,4% en 2010 et 2,3% en 2011.

Cette demande d'indexation visait notamment à éviter une perte d'expertise dans nos organismes et à faire face à l'augmentation de nos coûts de système.

En avril dernier, accompagnés de partenaires de notre secteur, nous avons sollicité une rencontre avec Mme Julie Boulet, ancienne ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale, afin de mettre en valeur l'expertise et la contribution des organismes travaillant au développement de la main d'œuvre.

Le bilan de cette action commune et solidaire s'est révélé positif, comme on a pu le constater avec l'annonce d'une indexation de 2% faite par le ministère en mai dernier. Ce rehaussement s'est appliqué à toutes les ententes de service signées dans l'année financière 2012-2013 et conclues avec les organismes en employabilité dans le cadre des mesures de services d'aide à l'emploi.

Bien que nous nous réjouissons de cette reconnaissance de la part du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale, nous sommes conscients que nous devons continuer à faire des représentations à cet effet. Le rehaussement de 2% de nos ententes constitue une base favorable à de futures indexations.



## PROJET DE LOI 21

### En résumé

Le projet de loi 21 vient modifier le *Code des professions* et vise à assurer une meilleure protection du public, particulièrement pour les personnes les plus vulnérables. Il redéfinit le champ de pratique des professions en santé mentale et en relations humaines, dont celui des conseillers d'orientation. Ainsi, il réserve à ces derniers des activités professionnelles à haut risque de préjudice et leur donne accès, sous certaines conditions, au titre de psychothérapeute et à la pratique de la psychothérapie.

### Nos actions

Tout au long de l'année, nous avons établi des liens avec l'Office des professions qui chapeaute le dossier, ainsi qu'avec l'Ordre des conseillers et conseillères d'orientation du Québec, pour tenter de suivre l'évolution du dossier et faciliter une mise en œuvre harmonieuse, malgré les délais extrêmement courts auxquels nous étions confrontés. Bien sûr, nous surveillerons, au cours des prochains mois, les impacts terrains de cette loi.

## ÉLECTIONS PROVINCIALES

Faisant échos aux propositions présentées dans le cadre de la campagne électorale provinciale 2012, les représentants des sept réseaux nationaux d'employabilité se sont concertés et ont interpellé, par communiqué de presse, les partis politiques afin de connaître leur position à l'égard des enjeux auxquels est confronté le secteur de l'employabilité québécois.

Au fil des dossiers à défendre dans la prochaine année, le RSSMO pourra s'appuyer sur les plates-formes électorales et les réponses obtenues. Par ailleurs, comme nous n'avons pas eu d'engagements fermes des partis politiques, nous devons redoubler d'ardeur pour s'assurer de la volonté des élus de maintenir une offre de service spécialisée pour l'ensemble de la population québécoise.

# REPRÉSENTATIONS 2011-2012

## MISE EN CONTEXTE

Un des aspects prioritaires du mandat confié au RSSMO par ses membres est la représentation au sein des différentes instances de concertation et comités de travail. Pour donner encore plus de force à son discours, le Réseau développe constamment des alliances stratégiques avec des partenaires clés du domaine.

En plus de soutenir l'approche qualité et d'imposer la reconnaissance de leur expertise, le déploiement des membres du RSSMO contribue à faire reconnaître les impacts positifs de notre travail auprès des partenaires gouvernementaux et auprès des différents acteurs concernés par le secteur du développement de la main d'œuvre.

## FORUM NATIONAL

Le Forum national Emploi-Québec/Ressources externes est une plate-forme qui permet d'échanger sur l'évolution de l'offre de service, le renouvellement des ententes, les besoins des clientèles desservies et émergentes et l'actualisation de notre relation partenariale. À la lumière de la consultation que nous avons menée auprès de vous, nous avons porté cette année de façon prioritaire les trois enjeux suivant :

- une plus grande reconnaissance de l'expertise,
- une autonomie de gestion, et
- un souci de transparence dans les communications et le processus de négociation.

De plus, trois groupes de travail qui découlent du Forum national ont été mis en place.

### 1. Le groupe de travail portant sur les modes de financement :

Dans le cadre de ce groupe de travail, le RSSMO réitère clairement sa position en faveur d'un financement mixte. Les membres veulent préserver les modes de financement à coûts réels et forfaitaires en y ajoutant un financement pour les activités périphériques comme stipulé dans notre planification stratégique. Plutôt que de revoir les modes de financement actuels, on préfère travailler à bonifier les modes de financement dans une perspective de pérennité de la qualité.

## 2. Le groupe de travail portant sur les besoins de la clientèle:

Ce groupe de travail a comme objectif de mettre en parallèle les besoins émergents des clientèles en lien avec l'offre de services. Étant issu du Forum, ce groupe de travail doit rester centré sur les mécanismes permettant l'opérationnalisation de l'offre de service et que cette dernière soit adaptée aux besoins des clientèles et aux réalités du marché du travail en constante mouvance. Ce comité vise l'amélioration continue dans nos réseaux respectifs, en assurant, par exemple, une opérationnalisation du document sur l'accompagnement des personnes éloignées du marché du travail.

## 3. Continuum de service des nouveaux arrivants avec le Comité interministériel MICC-MESS

Ce comité avait un statut ponctuel et s'est réuni quatre (4) fois. En cours d'année, le MICC (ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles) a transféré ses responsabilités en regard des services d'adaptation au marché du travail au MESS-E-Q. Dans ce contexte, le comité s'est entre autres questionné sur le cheminement du client et les enjeux de référencement. Des discussions s'ensuivirent au sein du RSSMO, sur la nature et la teneur des enjeux liés à ce transfert de responsabilité et sur l'impact que cela peut avoir sur les offres de service des organismes membres.

Le constat est qu'à court terme, il y a urgence de se positionner. Deux rencontres ont été tenues avec la Direction des ressources externes, clientèles spécifiques et optimisation d'Emploi-Québec, pour les sensibiliser à l'expertise développée par nos membres au fil des ans en approche globale auprès de la clientèle immigrante.

## COCDMO

Par le biais d'une participation active au sein de la Coalition des organismes communautaires pour le développement de la main d'œuvre (COCDMO), notamment par notre implication sur le Conseil d'administration, nous avons l'occasion de développer notre concertation avec les autres regroupements et partenaires de notre secteur.

Cette participation nous permet également de nous impliquer auprès des comités de travail de la Commission des partenaires du marché du travail, notamment au groupe de travail 150 et celui sur la formation et l'éducation aux adultes.

De plus, nous collaborons aux comités suivants traitant des besoins spécifiques des clientèles, tels que le Comité d'adaptation de la main d'œuvre – Personnes immigrantes (CAMO-PI) et les comités consultatifs femmes, judiciairisés, jeunes et 45 ans et +. Cette précieuse collaboration nous permet ainsi de rester à l'affût de l'évolution des divers dossiers.

## COMITÉ INTER-ASSOCIATIONS

Les sept (7) regroupements d'organismes en employabilité québécois ont formé le Comité inter-associations. Cette structure informelle se veut un lieu privilégié de concertation.

Ce rapprochement permet aux représentants de travailler conjointement à certaines revendications, notamment au Forum national Emploi-Québec/Ressources externes, mais aussi au niveau politique comme en témoigne la démarche concernant le rehaussement des ententes 2012-2013.

# PRÉSENCE DES MEMBRES SUR LES COMITÉS ET INSTANCES DE CONCERTATION

## COMITÉS NATIONAUX

EMPLOI-QUÉBEC

### FORUM EQ RESSOURCES EXTERNES

Marie-Josée Dubois

Karine Genest

### GRUPE DE TRAVAIL SUR L'OPTIMISATION DE L'OFFRE DE SERVICE

Marie-Josée Dubois

Karine Genest

### GRUPE DE TRAVAIL SUR LES BESOINS DES CLIENTÈLES

Karine Genest

COALITION DES ORGANISMES  
COMMUNAUTAIRES POUR  
LE DÉVELOPPEMENT DE LA MAIN  
D'ŒUVRE

### CONSEIL D'ADMINISTRATION

Karine Genest

Guy Biron

COMMISSION DES PARTENAIRES  
DU MARCHÉ DU TRAVAIL

### COMITÉ CONSULTATIF FEMMES

Christiane Carle

Dominique Chevalier

Francine Grégoire

Nathalie Cloutier

### COMITÉ CONSULTATIF 45 ANS ET PLUS

Hélène Béland

Micheline Dubé

### COMITÉ CONSULTATIF JUDICIARISÉS

Michel Monette

France Bédard

Daniel Bellemare

Léo Croteau

Julie Doré

Annie Guillemette

Michel Allard

Yvan Robinson

André Potvin

### COMITÉ CONSULTATIF JEUNES

Sylvie Baillargeon

### GRUPE DE TRAVAIL 150

Sylvie Baillargeon

### GRUPE DE TRAVAIL SUR LA FORMATION CONTINUE ET L'ÉDUCATION DES ADULTES

Guy Biron

### CAMO-PI COMITÉ DE VEILLE CONTINUUM D'INTÉGRATION DES IMMIGRANTS

Karine Genest

## COMITÉS RÉGIONAUX

### COMMISSION DES PARTENAIRES DU MARCHÉ DU TRAVAIL

#### REPRÉSENTANTS COMMUNAUTAIRES DES CONSEILS RÉGIONAUX DES PARTENAIRES DU MARCHÉ DU TRAVAIL

##### Bas St-Laurent

Hélène Béland

##### Centre-du-Québec

Dominique Chevalier

##### Montréal

à confirmer

##### Outaouais

Michel Allard

Robert Mayrand

##### Saguenay-Lac St-Jean

Thérèse Belley

### EMPLOI QUÉBEC

#### FORUMS RÉGIONAUX DES RESSOURCES EXTERNES

##### Bas St-Laurent

Hélène Béland

Anne-Marie Lapointe

Cindy Viel

##### Centre-du-Québec

Dominique Chevalier

Anne-Marie Bischoff

Annie Perreault

##### Outaouais

Michel Allard

Robert Mayrand

##### Saguenay-Lac St-Jean

Thérèse Belley

André Potvin

##### Mauricie-Bois-Francs

Daniel Bellemare

Hélène Bélanger

##### Montréal

Marie-Josée Dubois

Micheline Dubé

##### Québec

Marc Bolduc

##### Chaudière-Appalaches

Aline Veilleux

Annie Guillemette

##### Gaspésie Îles-de-la-madeleine

Francine L'Abbé

Annie Tapp

Jocelyn Lacasse

Charles Bernier

Lyne Grenier

Céliane Mimeault

##### Estrie

Christiane Carle

Nathalie Gervais

Léo Croteau

##### Montérégie

François Lamonde

##### Laurentides

Chantal Lalande

## BILAN DES COMITÉS CONSULTATIFS



### Comité consultatif E-Q/Jeunes

Le comité consultatif a réalisé cette année une réflexion stratégique concernant la gouvernance, la mobilisation des membres et les thématiques à retenir dans la production d'avis à la CPMT.

Une nouvelle coordonnatrice a été engagée au printemps dernier.

Deux avis ont été produits: *Les conditions socioéconomiques des jeunes et Les jeunes éloignés du marché du travail.*

Un avis en cours de production porte sur *Les jeunes issus de l'immigration.*

Sylvie Baillargeon  
Directrice générale, Intégration jeunesse du Québec  
et représentante du RSSMO au CCJ



### Comité consultatif E-Q/Femmes

Réunions régulières:

Au cours de l'exercice 2011-2012, le CCF a tenu quatre (4) réunions: les 16 septembre 2011, 2 décembre 2011, 23 mars 2012 et 1<sup>er</sup> juin 2012.

Parmi les principaux sujets abordés:

- échange sur une présentation de la CSQ portant sur la réussite scolaire, genre et discours social;
- étude diagnostique : portrait des femmes sur le marché du travail;
- échange sur les enjeux des travailleuses âgées;
- échange sur l'état d'avancement de la stratégie nationale à l'égard de la main-d'œuvre féminine;
- élaboration du plan d'action 2012-2013.

Représentation:

Le CCF a participé à la rencontre conjointe CPMT, CRPMT, comités sectoriels et comités consultatifs portant sur les suites à l'adéquation formation-emploi et sur Investissement compétences. Le CCF a également participé à un panel dans le cadre d'un colloque de la Centrale des syndicats démocratiques (CSD) portant sur la mixité de la main-d'œuvre.

Une rencontre a eu lieu avec la directrice de la COCDMO, et une présentation du CCF a été faite au C.A. de la COCDMO sur le portrait des femmes sur le marché du travail. Une rencontre conjointe entre les comités consultatifs et le président de la CPMT a eu lieu sur la reconnaissance de nos expertises respectives et nos enjeux de financement comme comités consultatifs.

Démission de la représentante du RSSMO en cours de mandat:

Dominique Chevalier de l'organisme Partance a démissionné du CCF au début 2012. Le RSSMO a nommé sa remplaçante pour 2012-2013.

Christiane Carle,  
Directrice générale du CIME  
et présidente du CCF



## Comité consultatif E-Q/ 45 et +

Dans le cadre de la deuxième orientation de sa planification stratégique, soit de contribuer à la mise en place ou à l'amélioration d'actions, de mesures, d'initiatives, de stratégies du ministère, d'Emploi-Québec et de la Commission des partenaires du marché du travail (CPMT), quatre (4) sous-comités ont travaillé sur les sujets suivants, au cours de la période d'avril 2011 à mars 2012.

1. Production de l'avis « L'importance de déterminer l'âge à 45 ans dans les stratégies gouvernementales à l'intention des travailleuses et des travailleurs dits âgés ».

Cet avis illustre le fait que les problématiques liées à l'âge débutent dans la tranche d'âge des 45-49 ans et qu'il est important de tenir compte de cette population de travailleuses et de travailleurs dans les futures stratégies gouvernementales. L'avis a été déposé au mois d'octobre 2011.

2. Production d'un avis, à la demande de la CPMT, sur le rapport de la Commission nationale sur la participation au marché du travail des travailleuses et travailleurs expérimentés de 55 ans et plus.

Le Comité a émis des commentaires généraux sur le rapport, souligné quelques recommandations qui apparaissent les plus pertinentes à court terme et propose que plusieurs recommandations du rapport soient discutées lors de la rencontre nationale des partenaires sur le maintien en emploi des travailleuses et travailleurs de 45 ans et plus organisée par le Comité. Cet avis a été envoyé à la CPMT et une version légèrement abrégée de cet avis a été transmise au gouvernement lors des consultations publiques sur le rapport de la CNPMT à l'hiver 2012.

3. Mise en place d'un site Internet.
4. Le Comité a proposé la tenue d'une « Journée nationale des partenaires du marché du travail » sur le thème du maintien en emploi des travailleuses et des travailleurs de 45 ans et plus. Après justifications sur l'importance de tenir une telle rencontre des partenaires du marché du travail, ce projet a été accepté par la CPMT et cet événement aura lieu le 25 octobre 2012;

Le CC45+ a participé au comité de programmation du projet de « Journée nationale des partenaires » sur le thème du maintien en emploi des travailleuses et des travailleurs de 45 ans et plus, événement proposé par le CC45+.

Début du travail, essentiellement de la recherche, en vue de la production d'un avis portant sur le maintien en emploi des travailleuses et travailleurs de 45 ans et plus.

Hélène Béland  
Directrice générale, Service de Transition en Emploi  
et présidente du CC45+



## Comité consultatif E-Q/ clientèle judiciairisée

Le but premier du Comité consultatif clientèle judiciairisée adulte (CCCJA) est d'assurer la représentativité de cette clientèle ciblée et reconnue par la Commission des partenaires du marché du travail (CPMT).

Pour ce faire, notre Comité regroupe neuf (9) représentants d'organismes spécialisés dans le développement de l'employabilité des personnes judiciairisées adultes et un représentant du Fonds central de soutien à la réinsertion sociale. Ces membres représentent les membres votants du CCCJA. Se joignent à eux, un représentant des Services correctionnels du Québec, un du Service correctionnel du Canada et un de la Commission des partenaires du marché du travail.

Ces membres n'ont cependant pas le droit de vote au Comité. Notons que depuis décembre 2011, le représentant du MESS et celui d'Emploi-Québec ne participent plus au CCCJA suite à une décision du ministère.

Le CCCJA a tenu cinq (5) réunions au cours de l'année 2011-12 et ses principales réalisations au cours de cette période se résument ainsi :

- poursuivre le projet « Impacts du casier judiciaire » par la tenue d'une présentation globale au centre de formation Compétences 2000, à Laval. De plus, quatre (4) présentations sommaires du projet ont eu lieu. Ce projet en est à sa sixième année d'existence et poursuit toujours son objectif de sensibilisation et d'information sur les impacts négatifs du casier judiciaire;
- mettre à jour les brochures Impacts du casier judiciaire, conséquemment aux changements apportés à différentes lois en lien avec ce dossier;
- déposer un avis sur les difficultés des personnes judiciairisées à souscrire à une police d'assurance.;
- effectuer plusieurs représentations sur les impacts du casier judiciaire dans le processus de réinsertion sur le marché du travail, entre autres lors d'une réunion des directeurs régionaux d'Emploi-Québec, et justifier l'importance des services spécialisés pour cette clientèle;
- réaliser une cartographie du Québec dénombrant les services spécialisés ainsi que le nombre de personnes judiciairisées par région afin de bien illustrer la situation actuelle et orienter les décisions concernant la consolidation des services offerts à cette clientèle;
- collaborer au dossier « employabilité et casier judiciaire » réalisé par le magazine *Jobboom*;
- rédiger, présenter et diffuser le rapport statistique 2010-11 sur les résultats des services d'employabilité offerts dans les centres de détention du Québec;
- maintenir notre participation au comité de suivi de l'Entente interministérielle entre le ministère de la Sécurité publique et le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale pour consolider l'offre de service d'employabilité aux personnes judiciairisées adultes;
- organiser une rencontre de formation spécifique pour les conseillères et conseillers en emploi œuvrant auprès de la clientèle judiciairisée adulte;

Comme à son habitude, le CCCJA est demeuré très actif à représenter la clientèle qu'il représente afin d'atténuer le plus possible les obstacles et surtout la discrimination injustifiée faite à l'égard de ces personnes dans leur cheminement d'insertion sociale et sur le marché du travail. Le dynamisme de notre Comité est fondé uniquement sur les efforts et le dévouement bénévole de nos membres, notre coordonnatrice et nos partenaires, et nous poursuivrons notre mission en 2012-13.

Michel Monette,  
Directeur général, Via-Travail Inc.  
et président du CCCJA.

## VIE ASSOCIATIVE

### DÉMÉNAGEMENT DES LOCAUX DU RSSMO



Le RSSMO n'est maintenant plus à l'étroit. Dans le cadre du Projet d'intervention spécialisée, le RSSMO a engagé une nouvelle employée et avait donc besoin de locaux plus grands. Le bureau se trouve maintenant au 4100 rue André-Laurendeau, bureau 220, Montréal (Québec) H1Y 3N6.

#### Nouvelle arrivée, et nouveau départ

Julie Kurtness s'est jointe à l'équipe du RSSMO en juillet 2012. Elle est présente deux jours par semaine. Comme agente de communication, sa mission principale est de s'assurer que les processus de communication demeurent accessibles, ouverts et interactifs entre le RSSMO et tous ses membres. Elle accorde une attention particulière au bon cheminement du Projet d'intervention spécialisée. Nous sommes très heureux de pouvoir compter sur ses compétences et son efficacité. Elle est nouvellement arrivée parmi nous, mais sa contribution est déjà grande.

Par ailleurs, c'est avec un immense regret que l'équipe du RSSMO laisse partir Maxime Pharand, qui a œuvré au sein de l'organisation d'abord dans le cadre de son stage à l'ÉNAP, puis à titre d'agent de projet, de janvier à octobre 2012. Le travail de Maxime est impeccable et sa pertinence s'en fera sentir encore longtemps.

### SITE WEB



Le site Web a subi une refonte complète. <http://rssmo.qc.ca> fonctionne maintenant sur une base WordPress, simple et sécuritaire pour les internautes et les administrateurs du site.

Les sections accessibles au grand public ainsi que celles qui font partie de l'intranet ont été mises à jour. De nouveaux codes d'accès ont été fournis à tous les membres, et la sécurité générale du site a été renforcée. Une section «Actualités» a été ajoutée. L'objectif est de faire du site la plateforme centrale d'échange d'information, en maintenant constamment à jour sa documentation.

Jusqu'à maintenant, la section «Emplois» est la plus sollicitée du site. Les membres qui souhaitent faire publier leurs offres d'emploi sur le site n'ont qu'à faire parvenir ces offres par courriel à [projet@rssmo.qc.ca](mailto:projet@rssmo.qc.ca).



## BASE DE DONNÉES FILEMAKER

FileMaker est la base de données centralisée du RSSMO qui permet de compiler les informations relatives aux organismes membres et à leurs ententes de service. Cette centralisation des données constitue une base solide pour nos représentations auprès des partenaires gouvernementaux et sectoriels. Ce sont des informations qui peuvent faire une différence dans le cadre de nos revendications.

Un document explicatif quant à son fonctionnement a été distribué aux membres pour que chacun puisse mettre à jour ses informations. Ce document est aussi disponible dans l'intranet, dans la section « Outils de gestion ».

## NOUVEAU LOGO



C'est avec un large consensus au sein du C.A. que le nouveau logo du RSSMO a été adopté en août 2012. L'objectif était de moderniser notre image, sans toutefois trop s'éloigner d'un symbole auquel nous sommes attachés. Nous travaillerons tout au long de l'année à instaurer une constance dans la signature graphique du Réseau.

## CONSULTATION DES MEMBRES

L'importance de la vie associative dans un contexte comme celui du RSSMO est capitale, particulièrement dans la mesure où ce sont vos réalités que nous traduisons chaque jour dans le cadre de nos représentations. C'est pourquoi votre participation en réponse aux différentes demandes qui vous sont adressées ponctuellement est fort appréciée. Cela nous permet d'avoir des positions plus représentatives et plus proches des réalités de chacun de vos organismes.

À titre d'exemple, dans le cadre du renouvellement des ententes de services 2012-2013 avec Emploi-Québec, nous avons fait deux sondages dont le taux de participation fût très satisfaisant. Cela nous a permis, entre autres, de consolider notre position par rapport à la demande de rehaussement des ententes. De plus, nous avons pu nous positionner plus spécifiquement à certaines problématiques qui ont été rapportées.

Tout au long de l'année, vous avez répondu à nos questions, aux interrogations de vos collègues, aux demandes d'Emploi-Québec, ce qui contribue grandement à renforcer la solidarité à travers le regroupement. Nous vous remercions de faire de la vie associative du RSSMO un endroit propice à la réflexion et aux échanges constructifs.

## QUELQUES RÉALISATIONS DES MEMBRES



### INTÉGRATION JEUNESSE DU QUÉBEC

#### Défi Montréal, 4<sup>e</sup> vague

Le projet Compétences d'avenir d'Intégration Jeunesse du Québec a été sélectionné dans le cadre de Défi Montréal, du Ministère de l'Immigration et des communautés culturelles.

D'octobre 2012 à août 2013, il permettra à 17 personnes d'origine immigrante d'occuper un emploi d'aspirant-gérant chez Super C ou Metro tout en participant à un AEC en Supervision de Commerce. Un accompagnement soutenu et personnalisé sera offert aux participants tout au long de la démarche.

L'AEC est conçue selon un modèle en « Reconnaissance des acquis » et sera réalisée par le cégep Gérald Godin.

#### Valorisation Jeunesse, Place à la relève

Initié en 2009 par la Ville de Montréal et le Ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles, ce programme permet à 600 jeunes montréalais âgés de 16 à 18 ans issus des communautés culturelles et des minorités visibles d'occuper un emploi ou un stage d'été. Ce programme veut favoriser la persévérance scolaire en donnant accès à des emplois aux jeunes des milieux défavorisés afin qu'ils puissent poursuivre leurs études.

Intégration Jeunesse du Québec, actif dans le dossier depuis 2009, a obtenu le mandat d'assurer la réalisation de l'ensemble du programme pour les trois prochaines années. Les principaux mandats sont le recrutement des jeunes et des employeurs, la réalisation d'ateliers, le jumelage et le suivi durant l'été.



### INTRO-TRAVAIL ET CARREFOUR JEUNESSE-EMPLOI DU GRANIT

#### Plateau de travail et de formation

Au cours de la dernière année, l'organisme Intro-Travail et Carrefour Jeunesse Emploi du Granit en collaboration avec le Centre local d'emploi de Lac-Mégantic et plusieurs acteurs du milieu régional, a mis sur pied un plateau de travail qui a des répercussions positives sur l'environnement ainsi que sur l'insertion socio-professionnelle des travailleurs et la persévérance scolaire des étudiants de la région.

Les chercheurs d'emploi et les étudiants qui sont en formation dans le parcours préparatoire à l'emploi (FPE) apprennent les rudiments du recyclage spécialisé dans le domaine des composantes d'ordinateurs, le tri de différents métaux et le dégainage de fils de tous genres afin d'éviter le plus possible d'envoyer ce type de déchets au site d'enfouissement.

En effet, cette formule est gagnante pour tous, car elle permet à l'entreprise de bénéficier d'une main-d'œuvre peu coûteuse (stagiaire en milieu de travail). Pour les participants, dont l'entrée est en continue, ce plateau leur offre la possibilité de développer des habiletés sociales et professionnelles,

d'améliorer leur employabilité, d'explorer de nouvelles avenues, d'acquérir des connaissances ainsi que des compétences transférables au marché du travail. Le taux de placement est de 92 %.



## LA JONCTION

### Projet évaluation, orientation et référence (ÉOR)

Le projet ÉOR s'inscrit à l'intérieur de la Trajectoire d'Orientation professionnelle mise en place à l'Établissement de détention de Québec. Cette trajectoire permet de diriger la personne incarcérée à l'activité qui supportera le plus sa réinsertion sociale.

Lors des rencontres d'Évaluation, d'Orientation et de Référence (ÉOR), la conseillère procède à l'évaluation des personnes incarcérées, par l'analyse de leur contexte de vie (personnel, social et professionnel) afin de cibler l'activité carcérale (école/travail) la plus appropriée à leurs besoins. Par la suite, la conseillère et la personne fixent des objectifs relativement à sa démarche de réinsertion sociale. Finalement, une référence est acheminée vers l'activité désignée et la conseillère assure l'accompagnement nécessaire au maintien des objectifs ciblés.



## LA BOUSSOLE

En collaboration avec le YMCA Centre-ville, le Ministère de la Sécurité publique, l'École des métiers de la construction de Montréal et Emploi-Québec, un projet de formation a été mis sur pied à l'Établissement de détention de Montréal. Pour une première fois au Québec, une formation en pose de systèmes intérieurs, qui permet après 645 heures de cours d'obtenir un diplôme d'études professionnelles, a été offerte à 18 personnes incarcérées sélectionnées. D'août 2011 à janvier 2012, les étudiants ont suivi à temps plein la formation dispensée par des enseignants de l'École des métiers de la construction de Montréal. En plus, une formation et un suivi en employabilité étaient offerts par une conseillère en emploi du service d'aide à l'emploi - La Boussole, YMCA Centre-ville. Ce projet visait à faciliter la réinsertion professionnelle d'hommes ayant démontré l'intérêt et la motivation à exercer ce métier à leur sortie de détention.

Depuis le mois de février, un suivi en communauté est offert aux 16 diplômés pour les aider et les accompagner dans leur recherche d'emploi active. Pour soutenir et encourager leurs démarches, un coffre à outils et le paiement du certificat de compétence-apprenti (obligatoire pour travailler sur les chantiers de construction en tant que diplômé) leur sont offerts suite à une garantie d'emploi d'un employeur dans un poste de poseur de système intérieur.

Cette première au Québec a été teintée de succès auprès des organisateurs, mais surtout auprès des diplômés qui voient maintenant de nouvelles possibilités pour leur avenir!

## ORIENTATIONS POUR L'ANNÉE 2012-2013

Pour faire suite à la *Réflexion stratégique commune concernant les nouveaux enjeux du secteur du développement de la main d'œuvre*, atelier qui s'est déroulé dans le cadre du colloque 2011, nous avons produit une planification stratégique qui s'échelonne de 2011 à 2016.

À la lumière des préoccupations mises en relief par cet exercice, le RSSMO a décidé de prioriser certaines orientations pour l'année à venir.

Dans l'optique de développer et promouvoir l'accessibilité des services spécialisés de main d'œuvre, le RSSMO s'efforcera de démontrer auprès des bailleurs de fonds la pertinence de maintenir une offre de services spécialisée pour la clientèle éloignée du marché du travail.

Afin de maintenir et faire reconnaître l'expertise des organismes membres du RSSMO, nous travaillerons à obtenir un financement adéquat, tant pour recruter et retenir du personnel compétent et expérimenté, que pour assurer la formation et le perfectionnement des intervenants.

Dans l'optique de bonifier la structure de financement des organismes, nous continuerons également à défendre le financement mixte en priorisant le financement à la mission et en maintenant le mode de financement en ententes de service à coût forfaitaire et réel.

Finalement, dans le but d'augmenter notre pouvoir d'influence, nous œuvrerons encore plus ardemment, dans la prochaine année, à développer une cohésion des discours et des actions portés par l'ensemble du réseau.

## LES MEMBRES DU RSSMO

NOM DE L'ORGANISME	REPRÉSENTANT-E	RÉGION
Accès-Emploi	Annie Guillemette	Chaudière-Appalaches
Accès Travail Femmes	Belley, Thérèse	Saguenay/Lac St-Jean
Action RH Lanaudière	Gauthier, Daniel	Lanaudière
Ateliers Savoir-Faire	Bishoff, Anne-Marie	Centre-du-Québec
CAI Québec	Bolduc, Marc	Québec
CAP Emploi	Lalande, Chantal	Laurentides
Carrefour Relance inc.	Dubé, Micheline	Montréal
Centre Famille Val-Cartier	Gagnon, Sylvie	Québec
Centre de main-d'œuvre OPEX (Sherbrooke)	Croteau, Léo	Estrie
Centre de main-d'œuvre OPEX'82 Via Travail	Lebel, Caroline	Montréal
Centre de placement spécialisé du Portage	Allard, Michel	Outaouais
Centre Eureka inc.	Gagner, Paul	Montréal
C.I.J.A.D. inc.	Desgroseillers, Lyette	Montérégie
CIME inc.	Carle, Christiane	Estrie
CODEM	Veys, Jacques	Montréal
Coop Accès-Travail GÎM	Lemire, Josée	Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine
Destination Travail	Tisseur, Philippe	Montréal
Emploi-Jeunesse	Bru, Laetitia	Montréal
Gestion Jeunesse inc.	St-Pierre, Marco	Québec
Groupe Conseil Saint-Denis inc.	Dubois, Marie-Josée	Montréal
Groupe Profit-Shawinigan	Bélanger, Hélène	Mauricie/Bois-Francs
I.M.T.M. inc.	Lamonde, François	Montérégie
Intégration Jeunesse du Québec inc.	Baillargeon, Sylvie	Montréal
Intro-Travail et CJE du Granit inc.	Gervais, Nathalie	Estrie
La Jonction	Robinson, Yvan	Québec
Le G. SEPT inc.	Gaudreault, Michelle	Québec
L'enjeu: Cap sur l'emploi	Grégoire, Francine	Montréal



Les Services d'intégration professionnelle	Leroux, Jean-François	Montréal
MIRE	Leblanc, Sonia St-Onge, Daniel	Montréal
Opération Placement Jeunesse	Rouja, Jeannine	Montréal
Option emploi	Tapp, Annie	Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine
Partance	Chevalier, Dominique	Centre-du-Québec
PITREM	Lacombe, Danielle	Montréal
RESO	Biron, Guy	Montréal
SAE d'Avignon	Bernier, Charles	Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine
Horizon Emploi	L'Abbé, Francine	Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine
SAE des Îles	Grenier, Lyne	Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine
SAE Kamouraska	Lapointe, Anne-Marie	Bas-Saint-Laurent
SAE La Boussole YMCA Centre-ville	Doré, Julie	Montréal
SAEMO Lac-Etchemin	De Blois, Stéphanie	Chaudière-Appalaches
Service Accès-Emploi	Viel, Cindy	Bas-Saint-Laurent
Service d'aide à l'emploi Transit	Mimeault, Céliane	Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine
Service de transition en emploi	Béland, Hélène	Bas-Saint-Laurent
Service Intégration Travail Outaouais	Mayrand, Robert	Outaouais
Services Intégrés pour l'emploi	Perreault, Annie	Centre-du-Québec
Service Relance Saguenay/Lac St-Jean	Potvin, André	Saguenay/Lac-Saint-Jean
SIER Maison Radisson	Bellemare, Daniel	Mauricie/Bois-Francs
Sorif inc.	Cloutier, Nathalie	Montréal

## ÉQUIPE DU RSSMO



De gauche à droite :  
Karine Genest,  
Julie Kurtness  
et Maxime Pharand

Karine Genest, directrice générale, en poste depuis novembre 2011

Maxime Pharand, stagiaire et agent de projet, de janvier à octobre 2012

Julie Kurtness, agente de communication depuis juillet 2012.